



Document trimestriel

La conjoncture économique

Pays de la Loire

Situation au 31/03/2013



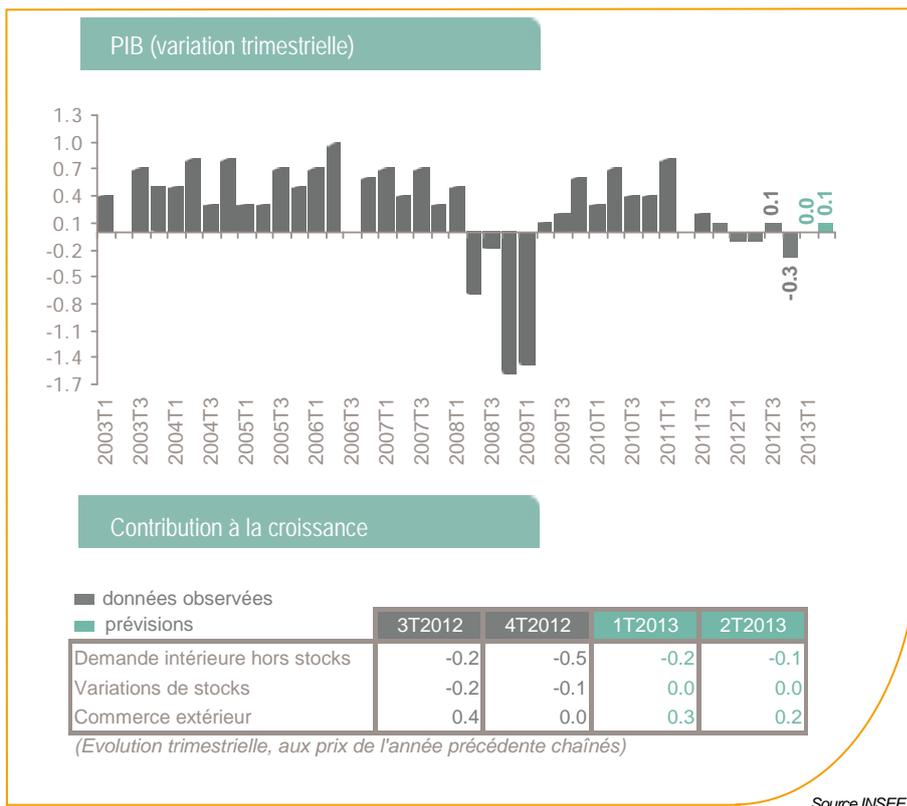
Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LA CONJONCTURE NATIONALE

En janvier dernier, les prévisionnistes de l'Insee anticipaient une baisse du PIB au 4ème trimestre 2012 et une légère progression pour le premier semestre de l'année 2013. La réalité a conforté ces prédictions pour le 4ème trimestre, puisque le PIB a effectivement reculé de 0,3%. Mais les prévisions pour le premier semestre ont été revues à la baisse. Compte tenu d'une consommation intérieure atone conjuguée au faible redressement des exportations, l'Insee anticipe une nouvelle stagnation du PIB.

L'activité s'est repliée en France, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (-0,3 % après +0,2 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (-0,6 % après +0,7 %). Les entreprises ont également diminué leurs investissements (-1,2 % après -0,8 %), tout comme les ménages (-0,8 % après -0,1 %). En revanche, la consommation des ménages a continué de résister (+0,2 % après +0,3 %).

L'activité a été en outre limitée par un nouveau mouvement de déstockage et, dès lors, la production manufacturière s'est fortement repliée en France fin 2012 (-2,3% après +0,9 %). Ce repli a eu des effets d'entraînement défavorables dans les services, mais ceux-ci ont globalement résisté grâce au dynamisme de la dépense des ménages. En revanche, l'activité dans la construction s'est repliée (-0,8 % après 0,0 %), à la fois dans le bâtiment et dans les travaux publics.



L'investissement des entreprises

L'investissement des entreprises non financières continuerait de baisser au premier semestre 2013 (-0,5% par trimestre). Le contexte serait peu propice à l'expansion des capacités productives : les perspectives d'activité sont dégradées et le taux d'utilisation des capacités se replie. Le taux d'investissement des entreprises non financières s'établirait à 18,1% au deuxième trimestre 2013, significativement plus bas que le pic à 18,9% atteint au quatrième trimestre 2011.

Source INSEE

Les ménages

La consommation des ménages connaîtrait des évolutions trimestrielles beaucoup moins heurtées que le pouvoir d'achat. Avec le durcissement du malus sur les émissions de CO2 au 1er janvier 2013 et par contrecoup de certains achats anticipés en décembre 2012, les dépenses en automobiles seraient toutefois en net repli au premier trimestre 2013 et la consommation de produits manufacturés reculerait ainsi en début d'année (-0,7%) avant de se stabiliser au deuxième trimestre (+0,2%). Les dépenses en services marchands continueraient de progresser sur un rythme modeste (+0,2%) et, au total, la

consommation des ménages marquerait le pas au premier trimestre 2013 (0,0%), puis progresserait faiblement au deuxième trimestre (+0,1%).

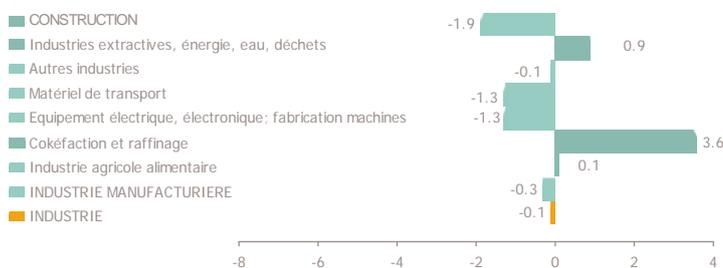
Dépenses de consommation des ménages

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	décembre-12	janvier-13	février-13	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
- Alimentaire	14,620	14,670	14,615	-0.4	-3.1
- Biens fabriqués	21,140	20,521	20,338	-0.9	-1.6
- automobiles	4,921	4,353	4,456	2.4	-3.4
- équipement du logement	5,470	5,308	5,259	-0.9	1.6
- textile-cuir	3,829	3,962	3,721	-6.1	-5.7
- Energie	6,304	6,406	6,526	1.9	-5.8
Total	41,961	41,572	41,497	-0.2	-2.9
Produits manufacturés	36,431	35,875	35,621	-0.7	-2.5

Source INSEE

La production industrielle

Evolution de la production industrielle depuis un an * Février 2013



* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

Au cours des trois derniers mois, la production est restée en léger retrait dans l'industrie manufacturière (-0,3%) ainsi que dans l'ensemble de l'industrie (-0,1%). Sur ces trois mois, la production baisse nettement dans les *équipements électriques, électroniques, informatiques, machines* (-1,3%) et les *matériels de transports* (-1,3%). Elle est quasi stable dans les *autres produits industriels* (-0,1%) et dans les *industries agricoles et alimentaires* (+0,1%). La production augmente nettement dans le *raffinage* (+3,6%).

L'indicateur du climat des affaires en France perd un point en mars et s'établit à 86 points. Il reste nettement en dessous de sa moyenne de longue période (100). Les indicateurs sectoriels restent également à des niveaux bas. L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie est stable, tandis que dans les services, l'indicateur synthétique perd quatre points. Les indicateurs perdent deux points dans le commerce de détail et un point dans le bâtiment. Dans le commerce de gros, l'indicateur gagne trois points en deux mois.

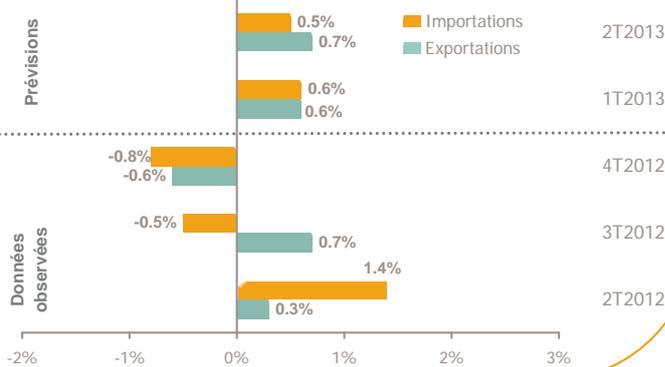
Source INSEE

Le solde commercial

Malgré le redressement du commerce mondial, les exportations ont baissé au quatrième trimestre 2012 (-0,6%), pénalisées par la contraction de la demande des pays de la zone euro. Début 2013, la demande adressée à la France accélérerait grâce à la hausse des importations des pays avancés, notamment celles de l'Allemagne, tandis que les effets négatifs de l'appréciation récente de l'euro seraient limités. Au premier semestre 2013, les exportations progresseraient : +0,6% au premier trimestre, et +0,7% au deuxième. Après deux trimestres en net repli, les importations se redresseraient au premier semestre 2013. Elles seraient soutenues par les exportations, mais resteraient peu dynamiques compte tenu du recul de l'investissement des entreprises. L'acquis de croissance des importations pour 2013 serait faible à la fin du premier semestre (+0,4%).

Source INSEE

Evolution des importations et exportations par trimestre



Les prévisions

Au quatrième trimestre 2012, l'activité a accéléré dans les économies émergentes, mais les économies avancées n'en ont pas bénéficié. Au premier trimestre 2013, tant les enquêtes de conjoncture, qui indiquent une amélioration quasi générale du climat des affaires, que les premières données d'activité disponibles, laissent attendre un rebond

marqué dans les économies avancées (+0,4 %). La demande extérieure adressée à la France se redresserait donc au premier semestre 2013, mais serait moins dynamique que le commerce mondial. En France, la demande intérieure resterait atone, si bien que l'activité serait quasiment stable au premier semestre (0,0% au premier trimestre puis +0,1% au deuxième).

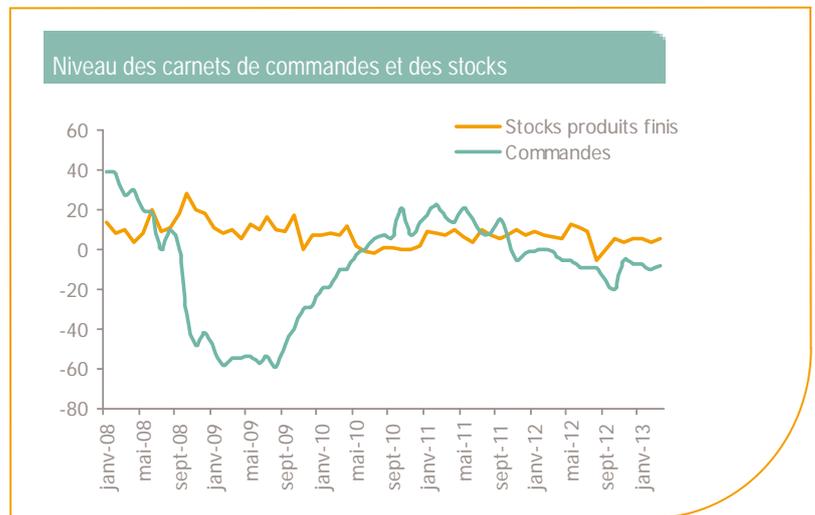
L'investissement dans le bâtiment a commencé à reculer au quatrième trimestre 2012. Ce recul se poursuivrait, compte tenu de la forte baisse du nombre des mises en chantier en 2012. De même, le repli marqué au second semestre 2012 de l'investissement des entreprises en biens manufacturés devrait perdurer début 2013. La consommation des ménages serait quasi stable au premier semestre 2013 (0,0% puis +0,1%). Le pouvoir d'achat continuerait d'être freiné par la dégradation du marché du travail et l'augmentation des

prélèvements. Divers aléas sont associés à ce scénario. La prévision suppose que le taux d'épargne serait en baisse sur un an (-0,6 point) car les hausses d'impôts affecteraient en partie des revenus en général épargnés. Enfin, la prévision retient l'hypothèse d'une stabilisation du prix du pétrole autour de 110 \$ le baril de Brent. Les perspectives de l'offre et de la demande début 2013 pourraient néanmoins conduire à une baisse du prix du pétrole.

Source INSEE

LA CONJONCTURE REGIONALE

L'activité est stable depuis maintenant 3 mois. La plupart des secteurs s'inscrit dans cette tendance, à l'exception de l'industrie agroalimentaire qui bénéficie d'une progression un peu plus marquée de ses fabrications. Une hausse des productions est attendue dans tous les secteurs. La demande s'est très légèrement accrue, uniquement grâce à sa composante interne. Néanmoins, les carnets demeurent peu consistants. Les stocks se sont un peu alourdis. Ils apparaissent assez chargés dans les équipements électriques, électroniques, autres machines ainsi que dans les autres produits industriels. Le taux d'utilisation des capacités de production continue de se relever très légèrement. Il demeure toujours nettement en dessous de sa moyenne de longue période.

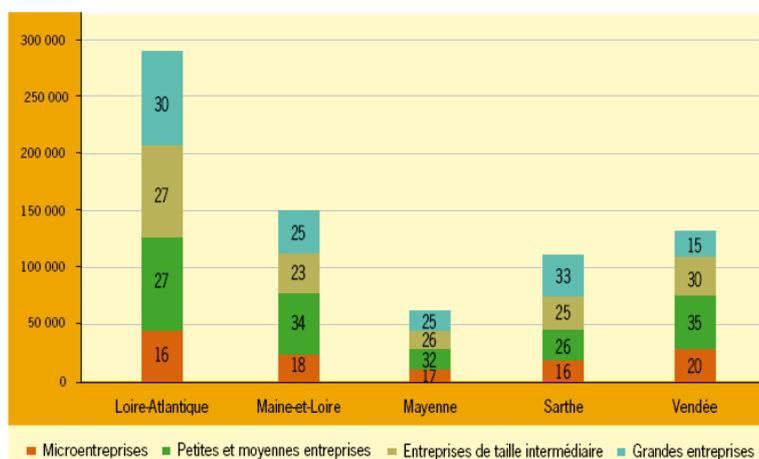


Source Banque de France

Pays de la Loire : Une forte présence des entreprises intermédiaires

Les grandes entreprises, davantage implantées en Loire-Atlantique et en Sarthe

Répartition des salariés (en ETP) des Pays de la Loire par catégorie d'entreprise en 2010



Lecture : en Loire-Atlantique, les établissements des grandes entreprises emploient environ 85 500 salariés, ce qui représente 30% des salariés du secteur marchand non agricole du département.
Champ : salariés (en équivalent temps plein) du secteur marchand hors agriculture et hors intérimaires.
Sources : Insee, Esane - Lif - Clap 2010.

Depuis 2008, chaque entreprise est officiellement classée dans une catégorie représentant sa taille définie selon des critères économiques. En 2010, les Pays de la Loire comptent 740 100 salariés (hors intérimaires) dans le secteur marchand non agricole en équivalent temps plein (ETP), pour 146 200 entreprises dont au moins un établissement est localisé dans la région. En nombre de salariés, c'est la 4^e région française et elle représente 5,7% des salariés français. Un tiers des 4 600 entreprises de taille intermédiaire (ETI) présentes en France possèdent au moins un établissement en Pays de la Loire. Ces 1 500 ETI emploient 194 500 salariés sur la région, soit 26% de l'ensemble des salariés marchands non agricoles en ETP de la région et 4 points de plus que la moyenne nationale. En Pays de la Loire, les effectifs sont assez concentrés : les 100 plus grosses ETI emploient quatre salariés sur dix travaillant pour des ETI. Leur implantation est le plus souvent multirégionale : en moyenne, les ETI qui ont au moins un établissement en Pays de la Loire emploient 87% de

leurs salariés en dehors de la région. Les ETI pèsent pour un quart de l'emploi dans les Pays de la Loire, la Picardie, l'Alsace et en Champagne-Ardenne, régions où l'industrie occupe une place importante. L'industrie en Pays de la Loire s'appuie fortement sur ce tissu d'ETI, celles-ci étant principalement orientées vers ce secteur : 44% des salariés travaillant dans des ETI exercent dans l'industrie (11 points de plus qu'au niveau national). En Pays de la Loire comme en France, on retrouve également ces ETI dans le secteur du commerce (de détail et de gros) : 20% des 194 500 salariés de cette catégorie d'entreprise exercent dans ce secteur. La Vendée est le département français qui connaît la plus forte part de salariés en ETI (30%) avec notamment d'importants établissements de construction de bateaux de plaisance ou des industries alimentaires. Les ETI représentent également une part importante de l'emploi en Loire-Atlantique (27%). Les ETI sous contrôle français sont fortement représentées dans les Pays de la Loire, région métropolitaine la plus employeuse de salariés travaillant dans des ETI françaises (21% de l'ensemble des salariés de la région). La région est relativement attractive pour les capitaux étrangers, avec 26% des ETI implantées en Pays de la Loire sous le contrôle de groupes étrangers. Ces dernières emploient 22% des salariés des ETI de la région (42 300 salariés). Ainsi, 400 ETI étrangères sont implantées en Pays de la Loire sur les 1 300 localisées en France. Cependant, la région est seulement à la 12^e place des régions françaises en ce qui concerne la part de salariés travaillant dans des ETI étrangères (6%, un point au-dessous de la moyenne nationale). Au sein de la région, les entreprises sous contrôle étranger sont davantage implantées en Loire-Atlantique et en Sarthe.

Source INSEE

Le commerce extérieur

Evolution des importations et exportations régionales



Avec une légère dégradation, le solde commercial régional accroît son déficit au 4ème trimestre 2012. Ce résultat est lié à la progression plus rapide des importations (+6,2%) conjuguée à la hausse plus modérée des exportations (+5,5%).

Le haut niveau des importations régionales s'explique en très grande majorité par la demande ligérienne en produits pétroliers raffinés et coke (7,6% du total, +42,3%) et en produits pharmaceutiques (3,4% du total, +33,3%). Les matériels de transport ont progressé de 14,5% (10,8% des importations) et les équipements mécaniques de +7,8% (13,8% des importations).

Parallèlement, les exportations enregistrent une hausse de 5,5% grâce à la demande extérieure en équipements mécaniques (+14,6%, 27,1% des exportations).

Source Ministère de l'Intérieur

LE CHOMAGE NATIONAL

Les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (catégorie A)

Depuis plus de 16 mois, la France enregistre une augmentation du nombre de ses demandeurs d'emploi en catégorie A. Ainsi, entre janvier et février 2013, 18 400 demandeurs de plus sont comptabilisés, soit +0,6%.

Au 28 février 2013, 3 187 700 personnes sont recensées. Sur un an, 319 800 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés, soit une progression de 11,2%.

Source – Pôle emploi – DIRECCTE -DARES

Evolution mensuelle comparée de la DEFM catégorie A (données CVS)

	février 2012	mars 2012	avril 2012	mai 2012	juin 2012	juillet 2012	août 2012	septembre 2012	octobre 2012	novembre 2012	décembre 2012	janvier 2013	février 2013
DEFM Pays de la Loire	136 091	136 853	137 346	139 570	141 712	143 316	144 020	149 414	149 916	150 052	151 780	151 874	153 173
Variation brute	46	762	493	2 224	2 142	1 604	704	5 394	502	136	1 728	94	1 299
Variation relative	0,0%	0,6%	0,4%	1,6%	1,5%	1,1%	0,5%	3,7%	0,3%	0,1%	1,2%	0,1%	0,9%
DEFM France	2 867 900	2 884 500	2 888 800	2 922 100	2 945 800	2 987 100	3 011 000	3 057 900	3 103 300	3 132 600	3 132 900	3 169 300	3 187 700
Variation brute	6 200	16 600	4 300	33 300	23 700	41 300	23 900	46 900	45 400	29 300	300	36 400	18 400
Variation relative	0,2%	0,6%	0,1%	1,2%	0,8%	1,4%	0,8%	1,6%	1,5%	0,9%	0,0%	1,2%	0,6%

Le taux de chômage

Après avoir atteint 7,1% au 1^{er} trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,6%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (9,1%). Depuis, le taux ne cesse de s'accroître.

Au 4ème trimestre 2012, le taux de chômage atteint son plus haut niveau depuis 13 ans. Avec 10,2% affiché, la progression est encore de 0,3 point par rapport au troisième trimestre de l'année. En lien avec la conjoncture attendue sur l'année 2013, le taux de chômage français devrait continuer de progresser.

Evolution du taux de chômage – France métropolitaine



Source INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

Toutes les régions de France voient leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter sur un an. En données brutes, les Pays de la Loire se positionnent au troisième rang des régions (hors DOM) les plus contributrices à l'augmentation du chômage (catégorie A) entre février 2012 et février 2013.

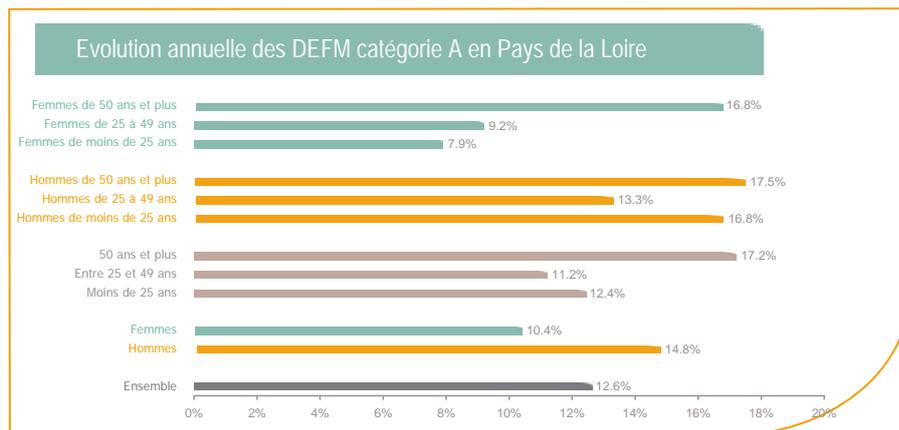
En données CVS, 153 173 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin février 2013 sur la région.

Sur un mois, ce nombre progresse de 0,9%, soit un résultat moins favorable qu'en France métropolitaine (+0,6%).

Sur un an, cet écart s'observe de la même façon entre la région et le national puisque les Pays de la Loire affichent une augmentation de 12,6% de sa demande d'emploi quand le national enregistre une progression de 10,8%.

Malgré les fortes augmentations enregistrées en 2009 et la montée plus soudaine au 3^{ème} trimestre 2012, la région est toujours bien positionnée en termes de chômage mais tend à rentrer dans le rang.

En effet, le taux de chômage ligérien est l'un des plus faibles de France (9,0% contre 10,2% au niveau national au 4^{ème} trimestre 2012). Les Pays de la Loire se hissent ainsi au deuxième rang, derrière l'Île de France.



Département	février 2012	janvier 2013	février 2013	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	50 580	55 928	55 928	0,0%	10,6%
Maine et Loire	31 460	34 909	35 515	1,7%	12,9%
Mayenne	8 399	9 860	10 043	1,9%	19,6%
Sarthe	22 581	25 863	26 107	0,9%	15,6%
Vendée	22 971	25 314	25 580	1,1%	11,4%
Pays de la Loire	135 991	151 874	153 173	0,9%	12,6%

En février 2013, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+17,2%). En conséquence, le nombre d'hommes de 50 ans et plus s'est accru de 17,5% entre février 2012 et 2013.

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. La Loire-Atlantique affiche la progression la plus modeste (+10,6%) suivie de la Vendée (+11,4%). La hausse est plus prononcée en Maine-et-Loire (+12,9%), Sarthe (+15,6%) et surtout en Mayenne (+19,6%).

Sur un an, la forte hausse des chiffres du chômage concerne aussi bien les hommes que les femmes, mais elles connaissent un résultat plus favorable (+10,4%) que leurs homologues masculins (+14,8%).

Concernant l'évolution par tranche d'âge, les jeunes de moins de 25 ans affichent une augmentation annuelle de leur chômage de 12,4%.

En évolution mensuelle, la Loire-Atlantique est le seul département à stagner (0,0%). La Sarthe et la Vendée affichent des progressions respectives de +0,9% et +1,1% de leur demande d'emploi suivies par le Maine-et-Loire avec +1,7% tandis que la Mayenne connaît une forte hausse mensuelle (+1,9%).

Source Pôle emploi Pays de la Loire - DIRECCTE

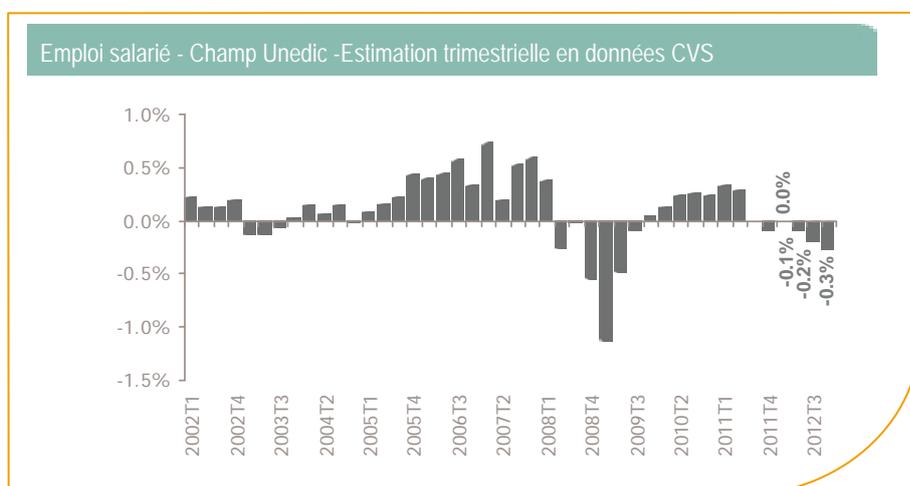
L'EMPLOI NATIONAL

Les destructions d'emploi dans les secteurs marchands se poursuivent au quatrième trimestre 2012 à un rythme similaire à celui du troisième trimestre : -44 600 postes après -46 000. Hors intérim, les destructions d'emplois marchands s'intensifient et atteignent 35 300 postes ce trimestre (contre -16 900 au troisième trimestre). Sur un an, les secteurs principalement marchands détruisent 99 500 postes (soit -0,6%). Dans l'industrie, l'emploi diminue de 0,3 % (-9 400 postes) au quatrième trimestre, au même rythme qu'au cours des précédents trimestres de 2012. Sur un an, l'industrie a perdu 29 400 postes (soit -0,9%).

L'emploi dans la construction diminue au quatrième trimestre (-7 000 postes, soit -0,5%) et sur l'ensemble de l'année 2012 (-13 800 postes, -

1,0%). L'emploi du secteur tertiaire hors intérim recule plus nettement au quatrième trimestre 2012 (-18 900 après -6 500 au troisième trimestre).

Au total, le repli de l'emploi dans le secteur tertiaire est moins fort ce trimestre qu'au trimestre précédent (-28 200 après -35 700 postes). Ce secteur a perdu 56 200 postes durant l'ensemble de l'année 2012 (soit -0,5%).



Source Pôle emploi

L'EMPLOI REGIONAL

L'emploi salarié régional enregistre une stagnation de ses effectifs après 2 mois de destructions d'emploi. Avec 196 emplois perdus, la région voit le nombre de ses effectifs salariés stagner (-0,0%). Cette stabilité conduit à une évolution annuelle des effectifs salariés de -0,5%, soit -4 500 emplois de décembre 2011 à décembre 2012.

Au 31 décembre 2012, 894 400 salariés sont ainsi comptabilisés (données CVS).

En comparaison avec la France, la région parvient à limiter les pertes. Sur un mois, le pays a perdu -0,3% et affiche -0,6% sur un an, soit un déficit de 99 500 travailleurs.

Les quatre secteurs utilisateurs ne contribuent pas tous de la même manière au résultat régional.

Le commerce se pose comme le secteur le plus « équilibré » puisqu'il gagne 0,1% de collaborateurs sur un trimestre mais en perd autant sur un an.

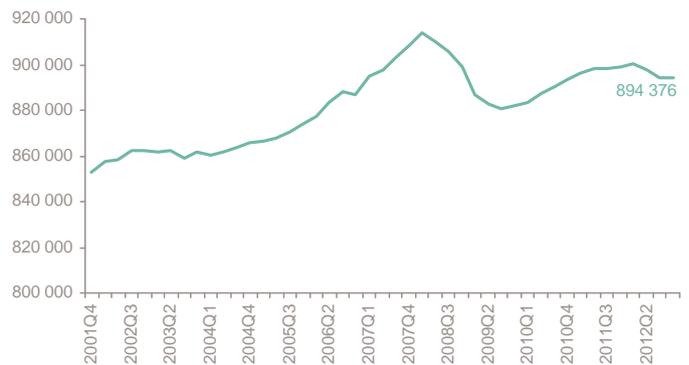
En 2012, le secteur enregistre 100 pertes nettes de postes, soit -0,1%.

L'industrie affiche une légère baisse d'effectif au 4ème trimestre 2012 (-0,4%). De décembre 2011 à décembre 2012, le secteur enregistre 600 pertes nettes de postes, soit -0,2%.

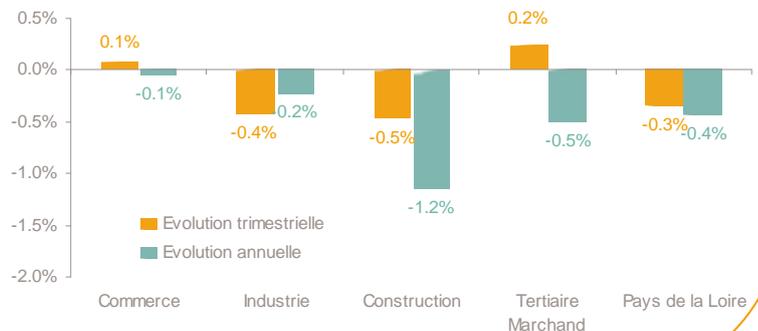
Au 4ème trimestre 2012, la construction se pose comme le secteur le plus en difficulté et affiche une réduction de ses effectifs de -0,5%. Sur un an, les destructions de postes s'élèvent à plus de 1 100 unités, soit -1,2%.

Enfin, le tertiaire voit ses effectifs progresser de 0,2% au 4ème trimestre. Sur un an, le secteur enregistre une évolution négative avec une diminution de -0,4%, soit près de 2 800 postes en moins.

Evolution désaisonnalisée du nombre de salariés de l'ensemble des établissements affiliés



Evolution trimestrielle – 4ème trimestre 2012



Source INSEE

L'emploi intérimaire

Evolution du nombre d'intérimaires (données CVS)



L'emploi intérimaire ligérien est entré en phase de stabilisation depuis 3 mois. Les deux premiers mois de l'année laissent penser à une légère reprise sur le front de l'intérim après une année 2012 en berne.

En février 2013, la région enregistre une hausse de +4,9%, soit 2 150 postes supplémentaires. Ainsi, le nombre d'intérimaires s'établit à 46 050. Sur un an, 3 200 emplois ont été supprimés, soit une perte de -6,5%.

Ce mois-ci, les 3 grands secteurs sont partie prenantes dans les résultats. La construction enregistre une hausse sensible (+4,7%). Le tertiaire et l'industrie affichent des augmentations respectives de +5,2% et +5,0%.

En février 2013, les Pays de la Loire sont au 1er rang des régions ayant recours à l'intérim avec un taux de 4,0% contre 2,9% sur le plan national au même niveau que la Haute-Normandie et le Centre.

Source Pôle emploi Pays de la Loire

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information

Contact : StatsPDL@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Gwenaëli PROUTEAU

Directeur de la rédaction :
Hervé BONNET

Conception et réalisation :
Service Statistiques, Etudes et
Evaluation – Vincent RAGOT